

Le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaire, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris
Versements :
Chèque bancaire ou
C.C.P. 2.202-22 Marseille

Abonnements :
1 an : 40 F ; 6 mois : 20 F
p.li fermé : 60 F et 30 F
« programme communiste »
1 an, p.li ouvert : 40 F
1 an, p.li fermé : 60 F

14^e ANNEE — N° 241
LE NUMERO : 2 FF
20 FB - 1 FS
9 au 22 avril 1977

Se protéger des coups conjugués de l'Etat et de l'opportunisme

Pour une authentique autodéfense ouvrière !

L'Italie, où la crise est amplifiée par la plus grande fragilité du capitalisme italien, nous donne un avant-goût du fonctionnement de la démocratie et des rapports entre la bourgeoisie et l'opportunisme.

Tandis que le gouvernement proclame qu'il faut que soient respectés la loi, l'ordre, la discipline, le PCI lui répond comme un écho par la bouche de ses représentants. Le 13 mars, Pecchioli déclare : « L'Etat démocratique doit se défendre. [...] La tâche des forces chargées de l'ordre démocratique est d'intervenir pour prévenir et réprimer ! » Bufalini, le 14 mars : « La police qui défend l'ordre démocratique défend un patrimoine qui nous appartient, un patrimoine qui appartient à la classe ouvrière et à la nation [...] La classe ouvrière doit collaborer avec la police, [...] la soutenir moralement et politiquement ». Napolitano, le 15 mars : « Notre République doit être défendue contre quiconque l'attaque et la menace », contre les « provocateurs », les « violents », les « voyous », les « intolérants » de toute origine, tous ceux qui « attaquent l'Etat démocratique », alors que le « parti des travailleurs », lui, « ne s'est jamais proposé de le détruire », mais au contraire « de le défendre et de le rénover ».

L'opportunisme ne se contente plus de demander à l'Etat qu'il « fasse son devoir » et applique « toutes les mesures nécessaires » pour garantir le principe du « respect des règles de la vie démocratique » (Appel aux habitants de Bologne et de la région Emilie — Romagne,

16 mars 1977). Il pratique lui-même la délation, manie la matraque quand la police ne suffit pas à la tâche, salue l'intervention des forces de l'ordre dans les universités, établit des cordons de protection dans les meetings des bonzes syndicaux pour que les grenades lacrymogènes tombent au bon endroit, invite à isoler et à dénoncer tous ceux qui d'une façon ou d'une autre se révoltent contre les délices de la société actuelle.

La « chasse aux sorcières », tel est l'objectif commun au gouvernement, aux partis de l'ordre, aux syndicats, au patronat.

Que s'est-il donc passé ? Y a-t-il vraiment quelqu'un qui fait trembler sur ses bases ce que les opportunistes appellent l'« ordre démocratique » et qui est tout simplement l'ordre du capital ? Brennus est-il vraiment aux portes de Rome, si proche qu'il fait se rassembler en un seul bloc les vestales tricolores de la Patrie et crier les oies du Capitole, au sommet de l'Etat, dans les municipalités, les administrations provinciales et régionales, dans les deux branches du Parlement, dans les associations patronales et les syndicats, dans les directions des partis démocratiques et dans le cœur anxieux des citoyens bien-pensants ?

DANS CE NUMERO

- Les municipales, test du centrisme
- L'opportunisme déploie tout son art...
- Les tâches du journal communiste (3).
- Merveille ! En Inde aussi, la démocratie fonctionne !
- Notes syndicales : dockers, Algérie.

Non. Ce qui se passe simplement, c'est que la démocratie se trouve tout d'un coup devant les fruits de son propre développement et qu'elle a peur et qu'elle est horrifiée, non pas à cause de ce qu'ils sont, ces fruits, mais à cause de ce qu'ils annoncent.

La révolte des étudiants est sa fille à un double titre. D'abord parce qu'elle montre qu'au-delà d'une certaine limite les illusions démocratico-réformistes de progrès pacifique, de bien-être croissant, de partage « équitable » des « fruits de la croissance » et de répartition rationnelle des « postes de travail » s'effondrent même dans les classes liées de façon

(suite page 4)

La pression économique de la bourgeoisie sur la classe ouvrière, la compression du salaire et l'extension du chômage et des licenciements s'accompagnent nécessairement d'une pression politique également plus forte.

Cette dernière s'exerce principalement par le moyen de l'Etat (démocratie oblige !) : la vedette est donc donnée aux forces de l'ordre qui développent leurs activités pour déloger les grévistes. C'est ainsi que les CRS ou les gendarmes sont intervenus dans la seule nuit du 31 mars au 1^{er} avril, selon *Le Monde* des 3-4 avril; contre les grévistes de la BNP à Paris, ceux des fromageries Boursin à Croissy-sur-Eure, ceux des Filatures et Tissages de Bessé-sur-Braye dans la Sarthe, et ce, en vertu d'ordonnances d'expulsion « désormais appliquées avec une plus grande célérité », selon ce même journal.

Mais ceci ne saurait suffire à nos philanthropes de capitalistes. C'est ainsi qu'à l'usine Benoto de Béthune, occupée depuis le 24 janvier, la police ayant tardé à exécuter la décision d'expulsion prise par le tribunal de grande instance le 23 février, une bande armée, composée de non-grévistes et de nervis parisiens recrutés à l'occasion, est venu matraquer les piquets de grève qui, trop peu nombreux, ont dû quitter les lieux. Sur la demande conjointe de la CFDT (sans doute sous prétexte de protéger les ouvriers des nervis !) et de la direction, la police est alors intervenue. Les matraqueurs, leur sale besogne accomplie, n'avaient plus qu'à laisser tranquillement la police investir les lieux et ils se sont retirés tandis que la direction enjoignait aux ouvriers de reprendre leurs postes de travail. Cela ne s'est évidemment pas passé sans que la CFDT « élève une vigoureuse protestation » contre les manœuvres de la direction qui a — si lâchement — profité de la situation...

Les méthodes des opportunistes ne peuvent que faire tomber les prolétaires dans les pires pièges tendus par l'ennemi. Le premier principe en matière d'autodéfense est donc de ne compter que sur la force organisée du prolétariat — et de lutter pour la

(suite page 2)

L'opportunisme déploie tout son art...

Le taux du salaire horaire ne progresse plus qu'au rythme de 8,5 % l'an au lieu des 15 % de l'année dernière (selon les statistiques officielles, qui sont fausses, il va sans dire) et le chômage se développe à un rythme foudroyant puisque le chiffre (toujours officiel et par conséquent toujours faux !) approche les 1.100.000.

(suite page 2)

Réunions publiques

● A TOULOUSE

Vendredi 15 avril à 21 heures,
Salle Montoyol (rue de Rémusat)

Riposte de classe à
l'offensive capitaliste

● A LILLE

Samedi 30 avril à 15 heures,
27, rue Adolphe

Question féminine
et lutte de classe

Les municipales, test du centrisme

Du côté de l'« extrême gauche », les dernières élections auront apporté deux nouveautés : l'entrée du PSU dans l'Union de la Gauche, et la présentation à l'échelle nationale, à quelques variantes près, de listes unitaires LCR-LO-OCT. Plus généralement, en poussant les différents groupes à préciser leurs positions sur les

Les quelques strapontins que le PSU a gagnés dans les conseils municipaux « de gauche » après des années de patients efforts ne sont que la sanction logique de la reconnaissance, par les principaux partis de l'Union de la Gauche, de sa parenté avec la grande famille démocratique et réformatrice, et de son utilité en tant que partenaire « critique » susceptible de ramener sous leur houlette des franges individualistes, autogestionnaires, de la petite-bourgeoisie rebutées par le centralisme du PC, mais aussi des travailleurs qui commencent à s'en détacher par dégoût de ses trahisons.

La campagne 1977 du PSU a confirmé de manière limpide cette parenté, non sans provoquer d'ailleurs des remous internes, annonçant de nouvelles crises, dans une organisation depuis toujours hétérogène. Tout en abandonnant toute critique à l'égard du Programme Communiste pour affirmer son « soutien à certaines de ses propositions » qualifiées d'« intéressantes » et de « premier pas vers le contrôle populaire », sa direction se débarrassait jusqu'au niveau du langage de tout ce qui, dans sa propagande passée, pouvait évoquer, même de loin, les positions marxistes. Non seulement la révolution, mais la lutte de classe — et les classes elles-mêmes ! — ont disparu d'un coup de l'horizon, à peine la possibilité du fameux strapontin était-elle devenue plus tangible. Reste la réforme, vue comme le

projet de réaliser « vraiment » les postulats éculés de la démocratie bourgeoise : liberté, égalité, souveraineté populaire.

« Nous voulons vous rendre [sic] le pouvoir », pérorait Michel Mousel, le 18 mars, à la tribune du meeting parisien de la Gauche Unie. « Nous voulons une communauté d'hommes libres, vraiment égaux, responsables, qui ont le droit à la parole et qui la prennent. » « Voilà plus de cent ans [?!] que le peuple de Paris est mis sous tutelle. Il ne reconquerra sa ville que s'il acquiert le pouvoir. Cela veut dire, bien sûr, qu'il ait des élus qui le représentent vraiment. Mais cela veut dire aussi que la vie démocratique s'installe dans nos quartiers [...]. C'est cette extension de la démocratie par le contrôle quotidien qui va dans le sens de ce que nous appelons l'autogestion, c'est-à-dire tout simplement la possibilité d'exercer nous-mêmes, et à tous les niveaux, le pouvoir » (*Tribune socialiste*, n° 735, pp. 4-5).

Il n'y a là rien d'autre qu'une nouvelle version, autogestionnaire et populiste, des vieux mensonges sous lesquels la bourgeoisie couvre depuis toujours la réalité de sa dictature de classe : mensonge de l'égalité formelle entre les individus par-delà l'inégalité réelle des conditions économiques entre les classes; mensonge de la souveraineté populaire s'exerçant à travers la consultation de tous les « citoyens » — repus ou misé-

points touchant à des questions aussi capitales que l'attitude vis-à-vis de l'Etat et en précipitant leur évolution pratique, elles auront constitué un test significatif et une confirmation de leur centrisme commun, par-delà leurs divergences et leur verbiage « révolutionnaire » plus ou moins accentué.

bles — et l'élection périodique de représentants « communs », par-delà l'oppression et la domination réelles exercées par la classe capitaliste; mensonge de la « vie démocratique » au niveau de ces rouages périphériques de l'appareil d'Etat que sont les municipalités, qui étant éloignées des organes centraux peuvent apparaître comme plus « proches des citoyens » et cacher d'autant mieux la réalité d'un pouvoir toujours plus concentré et despotique.

Mais ce que les représentants directs de la bourgeoisie ne réussissent plus que difficilement à faire avaler aux prolétaires, l'opportunisme, lui, peut le faire sous couvert justement de son « opposition » à l'Etat, en formulant des propositions qui visent à redonner un semblant de vie à des institutions usées par plus de deux siècles de domination bourgeoise. C'est le sens des mesures envisagées dans la *Charte municipale* du PSU (*Tribune socialiste* n° 731, pp. 11-12) : celles qui tendent d'après lui à assurer la « démocratie locale » — publicité des débats municipaux (car « le savoir c'est le pouvoir » !) et mise en place d'« assemblées et [de] comités populaires où s'expriment toutes les revendications et où soient débattus les projets municipaux » — et qui ne peuvent signifier en réalité qu'un effort pour intégrer davantage l'ensemble des « citoyens »

(suite page 2)

Les municipales, test du centrisme

(suite de la page 1)

aux rouages du système et canaliser les germes de révolte des couches opprimées vers les voies de garage inoffensives du débat permanent institutionnalisé; et aussi les mesures qui tendent à alléger un peu la pression subie par les travailleurs au niveau de la vie quotidienne (logement, transports, crèches, organisation de marchés directement du producteur au consommateur) sans toucher le moins du monde à l'essentiel (salaire et durée du travail), ou qui tendent à offrir aux catégories les plus touchées l'exutoire de prétendues solutions locales (aide « au redémarrage sous contrôle ouvrier des entreprises au chômage ») que la bourgeoisie ne pourrait que tolérer provisoirement, comme elle l'a toujours fait dans le passé, en attendant le pourrissement de la lutte. Dans un cas comme dans l'autre : de précieux services rendus à la bourgeoisie.

Ainsi la perspective clairement démocratique et réformiste du PSU ne se distingue-t-elle plus de celle du PC et du PS que par l'accent mis sur la décentralisation possible du pouvoir et la mobilisation nécessaire de la « population laborieuse » à la base. C'est là que le PSU a son rôle spécifique à jouer : d'une part pour souffler à ses partenaires que cette mobilisation leur est indispensable pour accéder au pouvoir et pour s'y maintenir, et qu'ils doivent par conséquent améliorer encore leur démagogie et leurs promesses; d'autre part pour dévier les réactions combattives (que l'opportunisme de droite, lui, s'efforce de plus en plus de casser et d'empêcher à tout prix) vers l'appui à ce même opportunisme, et vers l'impasse de la démocratisation de l'Etat.

*

Une des caractéristiques du centrisme, c'est sa mobilité : opposé à la droite social-démocrate quand la situation le réclame, il est prêt à rentrer dans son sein quand les circonstances qui le maintenaient à l'opposition ont disparu, quitte à laisser une ou plusieurs de ses composantes occuper la place qu'il vient de quitter, et à la reprendre plus tard, s'il convient qu'il se refasse une virginité.

Contrairement au PSU, les trois groupes qui se sont présentés sous l'étiquette com-

mune « Pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs » se revendiquent encore, en paroles, de positions révolutionnaires mais en les mélangeant à celles du réformisme, de même qu'ils se revendiquent, en paroles, de l'opposition aux partis opportunistes tout en les appuyant « de façon critique » dans les faits. C'est ainsi qu'on trouve de vertueuses autant que platoniques affirmations du style « nous ne prétendons pas, dans le cadre de la commune, changer la vie ou la société », en exergue à leur plate-forme de... gestion municipale où l'on parle de 1) « développer les possibilités de contrôle des travailleurs », 2) « soutien aux luttes des travailleurs et de la population laborieuse », 3) « défense et extension des libertés », 4) « changer les conditions de vie », — tout cela dans le cadre de « municipalités aux mains des réels représentants des travailleurs ».

Nous avons montré (cf. *Le Prolétaire* n° 237) comment une telle plate-forme revalorisait les organes de la démocratie bourgeoise, en entretenant l'illusion que les travailleurs pourraient, tout en s'appuyant sur eux pour leur lutte contre l'Etat, posséder grâce à eux des bribes de pouvoir — en pleine dictature bourgeoise — par l'intermédiaire des fameux comités et commissions populaires qui recevraient « pourvu qu'ils soient démocratiques et de masse, un droit de proposition et de contrôle, un pouvoir de fait [sic] sur les questions de leur ressort », dans les mairies gérées par les « révolutionnaires » et transformées en un « forum vivant où chacun pourrait exposer ses problèmes et essayer de les résoudre ». Le trio LCR-LO-OCT tombe en plein, en somme, dans le panneau tendu par la bourgeoisie, qui tolérera toutes les commissions, débats démocratiques, etc., qu'on voudra tant que son pouvoir ne sera pas remis en cause, mais qui ne tolérera jamais les efforts (non démocratiques !) du prolétariat pour s'organiser contre elle en force autonome.

Certes, les trois groupes affirment la nécessité de la révolution et de la dictature prolétarienne. Mais quand ils écrivent dans leur plate-forme que « le combat pour la démocratie municipale passe par le combat contre l'appareil d'Etat bourgeois et ne pourra déboucher qu'avec le remplacement de l'Etat bourgeois par l'Etat des travail-

leurs », en élevant ces institutions bourgeoises que sont les municipalités au rang d'entités intangibles avant, pendant et après la... prise du pouvoir, ils montrent bien qu'en réalité cet « Etat des travailleurs » dont ils parlent, ils le conçoivent comme une simple copie, ou plutôt comme une caricature petite-bourgeoise, de l'Etat bourgeois lui-même; ils avouent qu'ils n'assignent pas pour tâche à la révolution de détruire entièrement tous les rouages y compris périphériques de cet Etat pour les remplacer par des organes nouveaux exclusivement prolétariens, ouvertement dictatoriaux, dans un Etat excluant explicitement tout droit politique à la classe bourgeoise. C'est-à-dire qu'ils escamotent en réalité ce qui est le cœur du marxisme.

C'est sans doute chez LO, qui s'est donné par ailleurs des airs de pureté marxiste en stigmatisant les illusions propagées par ses deux partenaires sur le thème « battre la droite », que l'escamotage centriste de la rupture brutale entre pouvoir de la bourgeoisie et pouvoir prolétarien est le plus clair, avec sa théorie de l'apprentissage par les travailleurs, dans le cadre des institutions bourgeoises, de l'art de gouverner : « Le socialisme, c'est lorsque les cuisinières peuvent participer à la gestion de l'Etat, a dit quelque part Lénine. C'est justement au niveau des municipalités que les travailleurs et les femmes pourront le plus facilement apprendre à gouverner. » « C'est dans le cadre de la commune que l'apprentissage de la démocratie, de la résolution collective des problèmes peut se faire le plus facilement » (*Lutte Ouvrière*, n° 442, pp. 14-15). L'exercice du pouvoir dictatorial du prolétariat n'est pas d'abord une question de compétence technique, et surtout pas acquise en « mettant son nez » dans les institutions bourgeoises. Il est une question politique, qui suppose que le prolétariat ait su se constituer en force autonome et centralisée, contre la bourgeoisie et ses défenseurs opportunistes, et abatte le pouvoir de la classe dominante dans une guerre impitoyable dont la meilleure « école » n'est autre que la lutte de classe. Mais cela, LO, qui s'intéresse tant aux problèmes de gestion mais n'a pas soufflé mot, dans sa campagne, des problèmes cruciaux, politiques, de l'affrontement armé, de la préparation révolutionnaire, et

donc du parti — censés se résoudre d'eux-mêmes dans le feu de la mobilisation —, cela LO, pas plus que la LCR et l'OCT, ne peut le comprendre.

Retardant la rupture du prolétariat avec la démocratie, il n'est que juste que la triple alliance LCR-LO-OCT contribue également à retarder sa rupture d'avec l'opportunisme. Ceci est vrai de la LCR et de l'OCT qui ont axé toute leur campagne sur la nécessité de « battre la droite » (pour la critique de ce mot d'ordre, voir *Le Prolétaire* n° 240), revalorisant ainsi les partis de l'Union de la Gauche aux yeux des travailleurs et allant même — dans le cas de la LCR — jusqu'à mettre en sourdine toute critique à leur égard pour ne pas faire obstacle à l'unité, tout en exhortant le PC et le PS (dans le plus pur style OCI) à « prendre les initiatives » pour arrêter le plan Barre, à « se porter immédiatement candidats au pouvoir » et à « rompre avec la bourgeoisie » (identifiée en l'occurrence tantôt à Giscard, tantôt aux radicaux et aux gaullistes de gauche). Mais ceci est vrai aussi de LO, qui, après avoir solennellement déclaré (dans une tribune libre de *Rouge*, n° 302 du 19-20/3), qu'« espérer que les illusions des travailleurs renforcent leur combativité et agir à cet effet dans le sens d'un renforcement de ces illusions, ce n'est pas de la naïveté, c'est une trahison » (flèche du Parthe à l'égard de ses alliés), s'est déclarée, comme on sait, favorable à une victoire électorale et à un gouvernement d'Union de la Gauche, par « solidarité » avec la « volonté de la majorité des travailleurs » éduquant ainsi les prolétaires qui manifestent déjà une certaine méfiance vis-à-vis des partis opportunistes, non pas à approfondir la rupture en combattant leur influence dans la classe ouvrière, mais à leur fournir dans les faits un appui sous prétexte qu'ils contrôlent encore sa majorité.

Les groupes pseudo-révolutionnaires ont choisi de s'unir, l'espace d'une campagne, pour offrir en commun les voix des prolétaires à... l'opportunisme. L'unité révolutionnaire du prolétariat et, auparavant même, son unité dans la lutte de défense contre la pression accrue du capital, ne peuvent se préparer qu'autour de principes fermes et de méthodes sainement classistes, loin des miasmes démocratiques et populistes.

L'opportunisme déploie tout son art...

(suite de la page 1)

Maintenant les élections sont passées. Ou plutôt, la paix sociale se met à traverser la passe dangereuse de l'intervalle entre deux élections, où elle doit s'avancer pour ainsi dire à découvert sous le feu possible de la lutte prolétarienne.

Car en effet, même Bergeron le déclare : il y a risque d'explosion sociale. Les ports et la sidérurgie inquiètent fortement. La tâche de l'opportunisme est donc d'empêcher la lutte ouvrière de tirer de vraies balles sur la paix sociale.

On conçoit que dans une telle situation, la place de Bergeron lui-même est donc l'opposition. Il est bien préférable qu'il rejoigne d'une manière ou d'une autre le « front syndical commun », afin de donner à la réaction ouvrière possible une direction unifiée qui permette de la canaliser d'autant mieux dans l'ornière de l'action « responsable » et « auto-contrôlée ».

D'un côté, donc, l'opportunisme va hausser le ton, lancer des appels vibrants à la lutte. Et ses cris seront d'autant plus forts que,

de l'autre côté, il doit s'acharner à perpétuer la soumission de la classe ouvrière aux principes même de l'économie politique bourgeoise; il s'appuiera aussi sur l'euphorie de la marche en avant électorale de la gauche pour soumettre les réactions ouvrières aux exigences du théâtre parlementaire: c'est ainsi que la lutte contre les licenciements en Lorraine reste coincée dans la défense du potentiel national en même temps qu'elle est chapeautée par les municipalités et menée dans l'impasse de l'opposition entre ces dernières et l'administration centrale.

Le calendrier des journées d'action-bidon, programmées pour mieux passer la période dangereuse des trois mois qui nous séparent des vacances d'été, suffira-t-il à faire lâcher suffisamment de vapeur pour ramener la pression à un niveau inférieur à celui qui entraîne des risques d'explosion, pour parler le langage cynique des partenaires sociaux? Voici une question à laquelle l'opportunisme déploie tout son art pour répondre positivement. Mais si, pour une fois, le prolétariat faisait entendre sa voix à lui?

Programme : collaboration des classes

Jacques Delors a été de 1969 à 1972 conseiller de Chaban-Delmas pour la politique économique et sociale. Il a été le principal artisan de la politique contractuelle. Il est aujourd'hui au PS, chargé des relations économiques internationales. Il est toujours pour la politique sociale contractuelle. Il le dit dans un article du *Matin de Paris* (17-3-77) dans lequel il déplore qu'entre le gouvernement, le patronat et les syndicats on en soit arrivé à ce qu'il appelle un dialogue de sourds.

Cette situation est dangereuse car, dit-il, « notre histoire sociale est marquée par l'alternance de périodes de faux calme et de fortes explosions parties d'une cause imprévisible [M. Delors veut dire prévisible] et s'étendant ensuite comme une traînée de poudre ». « La raison et l'intérêt national » voudraient donc que l'on arrive à des accords. Les sujets ne manquent pas. Entre autres : « La Sécurité sociale, les entreprises nationales, la réduction sélective de la durée du travail, les problèmes complexes de reconversion et d'adaptation de notre appareil productif ».

Evidemment tout cela demande du doigté : « Il n'est jamais facile, dans un pays comme

la France et dans une période marquée par une forte polarisation politique, de nouer le dialogue, d'entretenir la négociation, d'aboutir à des compromis, susceptibles d'ailleurs de faciliter la lutte contre l'inflation et d'atténuer le coût économique et social d'une telle politique ». La droite convient mal pour ce travail. « Mais c'est toujours possible pour celui [la gauche...] qui croit que l'une des faiblesses fondamentales de la société française réside précisément dans son incapacité à traiter et à régler, entre groupes sociaux aux intérêts divergents, des problèmes qui se posent, au moment où ils se posent et au niveau le meilleur pour les régler ».

Certes le temps presse, mais rien n'est perdu : « Rude succession, en tout cas pour ceux qui en 1978 devront réparer tant d'erreurs commises sur le dos de la France et constituer un réseau vivant de relations sociales, de l'entreprise à la nation ».

La conciliation entre le capital et le travail, la défense de l'entreprise et de la nation sont déjà depuis longtemps le souci de l'opportunisme politique et syndical. Avec la victoire de 1978 ce souci pourra s'exprimer à plein.

Pour une authentique autodéfense ouvrière

(suite de la page 1)

développer — et non sur la bienveillance d'un Etat qui se prétend mensongèrement au-dessus des classes, avec la bénédiction de l'opportunisme ouvrier.

Un autre épisode de l'actualité est riche d'enseignements. On sait que Chirac s'est fixé comme objectif essentiel d'« assurer la sécurité des parisiens », dans le métro et les rues grâce à l'augmentation des effectifs de police, à l'ilôtage systématique, etc. On voit immédiatement ce que cela signifie pour les ouvriers, et notamment pour les jeunes et les immigrés, comme vexations, exactions, comme accroissement de la répression quotidienne. Et, comme par hasard, un groupe fasciste est venu tout récemment informer les diffuseurs de journaux d'extrême gauche sur un marché du XX^e (Place des Fêtes), principalement fréquenté par des ouvriers immigrés, qu'il viendrait désormais y vendre sa presse, c'est-à-dire déverser ouvertement sa propagande xénophobe, raciste et antiprolétarienne.

Et quel a été le réflexe immédiat de la LCR et de l'OCT ? Dans la foulée de leur désistement pour la gauche aux élections, ils ont fait appel au PC, au PS et même aux radicaux de gauche, sans parler évidemment du PSU, et ont avec eux rédigé un tract de la plus belle eau antifasciste démocratique, pleurnicharde et complètement aclassiste. Ces organisations se sont réjouies que 2 militants du PS distribuent ce tract avec elles, mais, ce qui n'a rien d'étonnant, les militants du PCF non seulement n'ont pas diffusé ce tract dont ils n'avaient rien à renier mais ont même évité de vendre leur presse. Un tel « succès » a dispensé ces organisations de préparer une défense suffisamment sérieuse des vendeurs (absence totale de coordination, forces peu adaptées à la bagarre) contre les tentatives d'intimidation qui ne manqueront pas de se produire avec, à terme, l'appui de la police, sous le prétexte, lui aussi parfaitement démocratique, de défense de la liberté d'expression.

Ainsi, ces organisations ont contribué, en diffusant leur tract, à revaloriser l'antifascisme des partis de gauche au moment même où ceux-ci désertaient la place. Le service d'ordre de la LCR s'est même payé le luxe d'empêcher toute discussion entre militants pendant la diffusion, sous prétexte de lutte commune. Le deuxième principe d'une véritable auto-défense est donc de rompre non seulement avec l'opportunisme mais aussi

avec le suivisme de l'extrême gauche à son égard.

Quelles sont donc les armes de cette auto-défense ? D'abord la force des prolétaires, qui leur vient de leur union et de leur solidarité ainsi que de l'utilisation des puissants moyens de pression que leur donne à son insu le capitalisme lui-même, c'est-à-dire avant tout l'arme de la grève la plus générale possible contre toute menace d'intervention armée, que ce soit sous la forme légale ou para-légale. C'est ensuite l'organisation effective de détachements d'autodéfense que les organisations ouvrières qui se placent sur le terrain de la lutte de classe devraient avoir à cœur d'organiser dans les usines comme dans les quartiers, afin de saboter les tentatives de briseurs de grèves et de contrer, dans la mesure où le rapport de forces le permet, la violence bourgeoise.

Assurément, cet objectif ne sera pas atteint en un tournemain. Ce n'est pas une raison pour l'oublier, surtout quand on sait que, sur ce terrain, l'adversaire a une belle longueur d'avance sur nous !

L'affaire Tramoni

Pour avoir assassiné Pierre Overney, le garde-chiourme Tramoni s'en était tiré avec 4 ans en principe, 2 ans en fait. La sentence des terroristes est inspirée de moins de sollicitude. Qui pourrait s'en plaindre ?

Bien entendu, l'opportunisme a crié à la manipulation policière : mais pour lui toute lutte est une provocation ! Même dans ce qui s'appelle l'« extrême-gauche », beaucoup se sont scandalisés de l'exécution.

Certes, il serait stupide d'idéaliser un tel acte : le prolétariat n'a pas besoin d'invoquer une quelconque justice pour exécuter un ennemi. Mais il est encore plus fou de laisser croire à tous les chiens de garde de l'ordre bourgeois, à tous ses mercenaires et ses bourreaux qu'on ne sait quel principe moral les tiendrait à l'abri de représailles.

Le problème qui se poserait à de véritables organisations de classe dignes de ce nom — qui doivent encore naître — serait non pas d'opposer en général le terrorisme et la lutte de classe, mais de permettre au prolétariat de dépasser de tels actes aujourd'hui individuels et idéalistes, dans une lutte collective de classe dont il est criminel de laisser croire qu'elle ne sera pas violente et n'utilisera pas la terreur, c'est-à-dire une arme que l'adversaire n'hésite pas, lui, à employer quotidiennement pour maintenir la classe ouvrière en esclavage.

Les tâches du journal communiste (3)

(Cette série a commencé dans les numéros 239 et 240 du « Prolétaire ».)

La question se pose de savoir quelle doit être la teneur politique du journal. Nous aurions pu aborder ce point dans la première partie de cette série traitant du journal comme organe de bataille politique. Mais l'intérêt des extraits d'articles de Lénine que nous reproduisons ici est suffisant pour que

nous leur ayons réservé une place particulière.

La classe ouvrière se compose de plusieurs couches, du point de vue de la participation à la lutte politique. Le journal communiste doit, s'il veut vraiment faire l'éducation politique de la classe ouvrière, se placer au niveau des prolétaires d'avant-garde, même s'il est lu plus généralement par des ouvriers moins avancés, et même si une partie des articles sont accessibles à ce groupe de lec-

teurs et doivent leur être destinés.

C'est ainsi que le besoin de clarté de l'exposition, ainsi que celui de rendre plus aisée la lecture par une meilleure présentation et même une certaine « pédagogie » — et dans ces domaines, que de progrès avons-nous à faire ! — ne doivent pas nous dispenser de la plus grande rigueur et précision théoriques, ni d'aborder tous les sujets indispensables — même s'ils sont ardues et peu à la mode — à la préparation révolutionnaire.

occupations du moment, c'est spéculer sur l'état arriéré des ouvriers, c'est faire le jeu de leurs pires passions. C'est rompre artificiellement la liaison entre le mouvement ouvrier et le socialisme, entre les aspirations politiques parfaitement définies des ouvriers d'avant-garde et les manifestations spontanées de la protestation des masses ».

(Lénine, « Un mouvement rétrograde dans la social-démocratie russe », Œuvres, t. 4, pp. 288-292).

Elever le niveau de conscience de la classe ouvrière

« Ainsi, nous devons nous arrêter plus longuement sur le rapport entre les couches avancées du prolétariat et ses couches inférieures, et sur l'importance du travail social-démocrate dans les unes et dans les autres.

L'histoire du mouvement ouvrier de tous les pays montre que les couches ouvrières les plus cultivées s'assimilent le plus rapidement et le plus facilement les idées du socialisme. C'est là surtout que se recrutent les ouvriers d'avant-garde portés au premier plan par tout mouvement ouvrier ; ils savent gagner l'entière confiance des masses ouvrières, se consacrent sans réserve à l'éducation et à l'organisation du prolétariat, adhèrent au socialisme à bon escient ; ils ont été jusqu'à élaborer eux-mêmes des théories socialistes. Tout mouvement ouvrier viable a formé de tels chefs ouvriers, a eu ses Proudhon et ses Vaillant, ses Weitling et ses Bebel. Et notre mouvement ouvrier russe promet de ne pas se laisser distancer, à cet égard, par le mouvement ouvrier européen. Tandis que la société cultivée perd tout intérêt pour la littérature honnête illégale, on voit croître parmi les ouvriers une soif ardente de connaître, un élan vers le socialisme ; il apparaît dans leurs rangs de véritables héros qui, malgré d'affreuses conditions d'existence et un travail de forçat abrutissant à la fabrique, trouvent en eux-mêmes assez de caractère et de force de volonté pour apprendre, apprendre et apprendre encore, et faire leur éducation de social-démocrates conscients, d'« intellectuels ouvriers ». Ces « intellectuels ouvriers » existent déjà en Russie, et nous devons tout faire pour élargir sans cesse leurs rangs, pour que leurs besoins intellectuels élevés soient entièrement satisfaits, pour que de leur milieu sortent des dirigeants du Parti ouvrier social-démocrate russe. Aussi le journal qui voudrait devenir l'organe de tous les social-démocrates russes doit-il se tenir au niveau des ouvriers avancés ; loin de rabaisser artificiellement son propre niveau, il devra au contraire l'élever constamment, se tenir au fait de tous les problèmes tactiques, politiques et théoriques de la social-démocratie internationale. C'est à cette seule condition que les besoins des intellectuels ouvriers seront satisfaits et qu'ils prendront eux-mêmes en main la cause des ouvriers russes et, partant, la cause de la révolution russe.

Après la couche peu nombreuse des ouvriers avancés vient une large couche d'ouvriers moyens. Ces ouvriers aussi aspirent ardemment au socialisme, prennent part aux cercles ouvriers, lisent les journaux et les livres socialistes, participent au travail d'agitation ; le seul trait qui les distingue de la couche précédente est qu'ils ne peuvent pas devenir de leur propre chef des dirigeants pleinement qualifiés du mouvement ouvrier social-démocrate. Dans un journal qui serait l'organe du Parti, il y aura des articles que l'ouvrier moyen ne comprendra, pas ou des questions théoriques et pratiques complexes qu'il ne saisira pas complètement. Il ne s'en suit nullement que le journal doive s'abaisser jusqu'au niveau de la masse de ses lecteurs. Au contraire, il se doit précisément d'élever leur niveau et de contribuer à former, dans la couche des ouvriers moyens, des ouvriers d'avant-garde. Absorbés par l'activité pratique locale, s'intéressant par-dessus tout à la chronique du mouvement ouvrier et aux questions immédiates relevant de l'agitation, ces ouvriers doivent rattacher à chacun de leurs actes l'idée de l'ensemble du mouvement ouvrier russe, de sa mission historique, du but final du socialisme, et c'est pourquoi le journal dont les ouvriers moyens forment le gros des lecteurs doit absolument rattacher à chaque question locale et étroite le socialisme et la lutte politique.

Enfin, après la couche moyenne, vient la masse des couches inférieures du prolétariat. Il est très possible que le journal socialiste leur soit entièrement ou presque entièrement inaccessible (car, en Europe occidentale aussi, le nombre des électeurs social-démocrates est de beaucoup supérieur à celui des lecteurs des journaux social-démocrates), mais il serait absurde d'en inférer que le journal des social-démocrates doit s'adapter au niveau le plus bas possible des ouvriers. Il en résulte seulement que, pour agir sur ces couches, il faut d'autres moyens d'agitation et de propagande : des brochures très populaires, l'agitation orale, et surtout des tracts sur les événements locaux. Les social-démocrates doivent même aller plus loin : il est

très possible que les premiers efforts pour éveiller la conscience des couches ouvrières inférieures doivent être accomplis par l'action éducative légale. Il importe éminemment que le Parti utilise cette activité, qu'il l'oriente là où elle est le plus nécessaire, qu'il envoie des militants légaux labourer la terre vierge que les agitateurs social-démocrates viendront ensuite ensemençer. L'agitation parmi les couches inférieures du prolétariat doit laisser, naturellement, la plus grande latitude aux caractéristiques individuelles de l'agitateur et aux traits particuliers de la localité, de la profession, etc. « Il ne faut pas confondre la tactique et l'agitation », dit Kaustsky dans son livre contre Bernstein. « Le mode d'agitation doit s'adapter aux conditions individuelles et locales. En matière d'agitation, il faut laisser à chaque agitateur la liberté de choisir les moyens dont il dispose : l'un produit la plus forte impression par sa fougue, l'autre par ses sarcasmes mordants, un troisième par l'art qu'il a de citer quantité d'exemples, etc. Différent suivant l'agitateur, l'agitation doit différer aussi suivant le public. L'agitateur doit parler de façon à se faire comprendre ; il doit partir de ce qui est bien connu de ses auditeurs. Tout cela va de soi et ne s'applique pas uniquement à l'agitation parmi les paysans. Il faut parler autrement à des voitureurs qu'à des matelots, et autrement à des matelots qu'à des typographes. L'agitation doit être individualisée, mais notre tactique, notre activité politique doit être une » (S. 2-3). Ces paroles d'un représentant éminent de la théorie social-démocrate contiennent une excellente appréciation de l'agitation dans le cadre de l'activité générale du Parti. Elles montrent combien sont mal fondées les appréhensions de ceux qui pensent que la formation d'un parti révolutionnaire menant la lutte politique entravera l'agitation, la refoulera au second plan ou restreindra la liberté des agitateurs. Au contraire, seul un parti organisé peut se livrer à une vaste agitation, fournir aux agitateurs les directives (et le matériel) nécessaires dans toutes les questions politiques et économiques, mettre à profit chaque succès local de l'agitation pour éclairer tous les ouvriers russes, envoyer les agitateurs dans un milieu ou dans des régions où ils puissent œuvrer avec le plus de succès. C'est seulement dans un parti organisé que des hommes aptes au travail d'agitateur pourront se consacrer en-

tièrement à cette tâche, pour le plus grand profit de l'agitation, ainsi que des autres aspects de l'activité social-démocrate. On voit par là que celui à qui la lutte économique fait oublier l'agitation et la propagande politiques, la nécessité d'organiser le mouvement ouvrier en vue d'aboutir à la lutte d'un parti politique, celui-là se prive, entre autres choses auxquelles il s'expose, même de la possibilité de gagner sûrement et solidement les couches inférieures du prolétariat à la cause ouvrière.

Mais exagérer ainsi un aspect de l'activité au détriment des autres, et vouloir même jeter entièrement par-dessus bord ces autres aspects, menace le mouvement ouvrier russe de conséquences infiniment plus désastreuses encore. Les couches inférieures du prolétariat peuvent se laisser corrompre par cette calomnie que les fondateurs de la social-démocratie russe ne verraient dans les ouvriers qu'un moyen de renverser l'autocratie, si elles constatent qu'on les invite à se borner au rétablissement des jours fériés et aux associations corporatives, en laissant de côté les buts finaux du socialisme et les tâches immédiates de la lutte politique. Ces ouvriers peuvent toujours mordre (et mordront) à l'hameçon de n'importe quelle amorce jetée par le gouvernement et la bourgeoisie. Sous l'effet de la propagande de la *Rabotchaïa Mysl*, les couches inférieures du prolétariat, les ouvriers sans aucune culture, peuvent se pénétrer de cette conviction bourgeoise et profondément réactionnaire que l'ouvrier ne peut ni ne doit s'intéresser à rien d'autre qu'à l'augmentation des salaires et au rétablissement des jours fériés (les « préoccupations du moment »), que le monde ouvrier peut et doit lutter pour la cause ouvrière par ses propres forces, par sa seule « initiative privée », sans s'efforcer de la faire fusionner avec le socialisme, sans essayer de faire de la cause ouvrière la cause d'avant-garde, la cause essentielle de l'humanité tout entière. Les ouvriers les moins développés peuvent, répétons-le, se laisser corrompre par une telle conviction, mais nous sommes certains que les ouvriers russes d'avant-garde, ceux qui dirigent les cercles ouvriers et toute l'activité social-démocrate, ceux qui remplissent aujourd'hui nos prisons et les lieux de déportation, depuis la province d'Arkhangelsk jusqu'à la Sibérie orientale, rejetteront cette théorie avec indignation. Réduire tout le mouvement aux pré-

« La tâche de la social-démocratie est de développer la conscience politique des masses, et non de se traîner à la remorque d'une masse politiquement asservie ; en second lieu, et c'est là l'essentiel, il est faux de dire que les masses ne comprendront pas l'idée de la lutte politique. L'ouvrier le plus fruste la comprendra, à condition, bien entendu, que l'agitateur ou le propagandiste sache l'aborder de façon à lui communiquer cette idée, à la lui présenter dans un langage intelligible et en s'appuyant sur des faits de la vie quotidienne familiers à son interlocuteur. Mais il faut bien se dire que cette condition est indispensable également pour rendre intelligible la lutte économique : dans ce domaine aussi l'ouvrier non averti, appartenant aux couches inférieures et moyennes de la masse, n'est pas en mesure de s'assimiler l'idée générale de la lutte économique ; cette idée est assimilée par un petit nombre d'ouvriers cultivés à qui la masse emboîte le pas, en se laissant guider par son instinct et son intérêt le plus proche, le plus immédiat.

Il en va de même dans le domaine de la politique : l'idée générale de la lutte politique ne sera évidemment assimilée que par l'ouvrier cultivé, à qui la masse emboîtera le pas, car elle se rend parfaitement compte de son asservissement politique [...], et ses intérêts quotidiens les plus immédiats la font constamment se heurter à toutes sortes de manifestations de l'oppression politique. Dans aucun mouvement politique ou social, dans aucun pays, il n'y a jamais eu et il ne peut y avoir d'autre rapport que le suivant entre la masse d'une classe donnée ou d'un peuple et ses peu nombreux représentants cultivés : en tous temps et en tous lieux, une classe déterminée a pour guides ses représentants d'avant-garde, ses représentants les plus cultivés. Il ne saurait en être autrement dans le mouvement ouvrier russe. C'est pourquoi la tendance à vouloir méconnaître les intérêts et les besoins de cette couche avancée des ouvriers, à vouloir s'abaisser jusqu'au niveau de compréhension des couches inférieures (au lieu d'élever constamment le niveau de conscience des ouvriers), doit nécessairement avoir des effets profondément nuisibles et faciliter la pénétration dans le milieu ouvrier de toutes sortes d'idées qui n'ont rien de socialiste ni de révolutionnaire ».

(Lénine, « A propos d'une profession de foi », *ibid.*, pp. 300-301.)

Merveille ! En Inde aussi, la démocratie fonctionne !

Le parti Janata — le parti du Peuple —, qui est une coalition de trois partis de droite (le Jana Sangh, le BLD et le Congrès « O ») et du parti socialiste, vient de remporter une victoire électorale sur le parti du Congrès d'Indira Gandhi. De quelle victoire s'agit-il ?

Voici comment le *Financial Times* (22 mars 1977) décrit les composantes de la coalition qui a obtenu pratiquement la majorité au Parlement :

« M. Desai [le nouveau premier ministre qui dirige le Congrès « O »], c'est-à-dire la partie la plus conservatrice du parti du Congrès qui s'en était séparé en 1969 en particulier parce qu'elle était opposée à la nationalisation des banques] est lié à l'aile droite du capitalisme. [...] Le parti Jana Sangh s'est fait dans les années 50 et 60 le champion du nationalisme hindou. Il a été partisan de la bombe nucléaire indienne, s'est prononcé pour la conscription, a poussé à la guerre avec le Pakistan et cherche à imposer la domination indienne dans le sud-est asiatique.

Le Jana Sangh était (sic) anticommuniste et antisocialiste et opposé aux multinationales. Il était considéré autrefois comme étant autoritaire de type fasciste. Ses partisans se recrutaient parmi les commerçants, les fonctionnaires et les petits propriétaires.

[...] Le troisième partenaire de la coalition est le BLD dont l'emblème, le paysan avec la houe, a été adopté par le Janata pour les élections. Jusqu'à présent il représentait

les intérêts des paysans moyens de l'Uttar Pradesh et du Punjab ».

Quant au quatrième larron, il camoufle sa modération derrière un titre ronflant, celui de « Parti socialiste révolutionnaire ».

Le Janata va mettre au point une nouvelle charte économique qui doit permettre de « briser le cercle des pauvres qui deviennent plus pauvres et des riches qui deviennent plus riches ». Sont d'ores et déjà prévus les points suivants : politique de plein emploi (dans un pays qui compte plus de 60 millions de chômeurs) ; développement de l'agriculture ; réforme agraire ; salaire minimum pour toutes les catégories de travailleurs et contrôle des prix des produits de première nécessité ; participation des travailleurs à la gestion des entreprises.

Ce programme ressemble comme un frère aux précédents programmes de gouvernement [l'*Economist* du 26 mars dit qu'il aurait pu « sortir tout droit des archives du parti du Congrès »]. Quand elle avait déclaré l'état d'urgence en juillet 1975 pour mettre fin, entre autres, à une vague d'agitation sociale (état d'urgence appuyé par le PC indien pro-soviétique qui avait ainsi accepté que des milliers de ses militants soient jetés en prison), Mme Gandhi avait publié en programme en vingt points accompagné d'un commentaire où la fille de Nehru disait : « Il n'y a qu'une façon magique de faire disparaître la pauvreté, c'est par un dur labeur soutenu par une claire vision, une volonté de fer et la discipline

la plus rigoureuse. [...] Nous devons nous appliquer un code d'austérité bien plus rigoureux. Le gouvernement a le devoir de freiner la consommation trop flagrante, mais nos concitoyens ont également leurs responsabilités. C'est la seule façon d'améliorer le niveau de vie de la nation ». En faisant réprimer par l'armée la grève des cheminots en 1974, Mme Gandhi avait montré comment elle entendait mener à bien son programme « socialiste » de lutte contre la pauvreté. Grâce à la manière forte, l'économie indienne a pu, comme on dit, se redresser au cours de ces derniers mois. Mais comme le notait *Le Figaro* : « la relance de la productivité [s'était] hélas accompagnée de nombreux abus dans l'exécution ».

Il a « abus » parce qu'il y avait risque d'explosion sociale, voilà la vérité, à cause du blocage des salaires, de l'interdiction des grèves, du maigre — c'est un euphémisme — résultat de la « réforme agraire », de la campagne de stérilisation, etc. Quoi de mieux dans ces conditions qu'un changement de personnel politique ? On a mis le manteau de la démocratie parlementaire sur le corps décharné et lépreux de la misère indienne et, miracle, les antagonismes sont — pour l'instant — contenus ! Pas étonnant que dans le monde entier, les idéologues de la classe dominante aient applaudi des deux mains : merveille ! le chef d'un gouvernement qui sait utiliser contre les masses déshéritées toutes les ruses de la trique étatique s'en va aussitôt qu'il est mis en minorité. Merveille, la démocratie fonctionne.

Se protéger des coups conjugués

(suite de la page 1)

vitale au « règne de la propriété et du capital » et que celles-ci sont jetées dans le désespoir et dans la seule forme de révolte dont elles soient capables, pour des raisons matériellement déterminées, c'est-à-dire la révolte individuelle, improvisée, aussi explosive dans l'immédiat que fugitive et velléitaire à long terme. Deuxièmement, parce que l'atomisation des individus, des groupes, des agrégats, et enfin des classes — qui est le produit le plus typique (et le plus contre-révolutionnaire) de la démocratie — ne peut que favoriser précisément ces formes désespérées et chaotiques de rébellion en leur niant une issue positive dans la force organisée (et donc également dans la violence organisée) de la classe prolétarienne.

On comprend alors les réactions véritablement hystériques du front uni des démocrates qui ont lieu à la suite des événements de Rome et de Bologne.

Ce ne sont pas les explosions de colère des étudiants qui menacent l'ordre établi. Les étudiants n'ont pas de rôle dans la production : ils ne peuvent pas l'arrêter. Ils ne sont pas une classe : ils ne peuvent agir que comme individus ou comme groupes fluctuants d'individus. Ils expriment, même s'ils ne veulent pas ou prétendent ne pas vouloir, une idéologie démocratique à l'état pur : ils ne portent atteinte ni à la base matérielle ni à l'enveloppe idéologique et doctrinale de la démocratie. Mais leur colère révèle jusqu'où a pénétré dans le tissu social une crise qui montre non seulement qu'elle ne va pas finir bientôt mais au contraire qu'elle va en s'aggravant, et qu'elle touche toute la société dont elle mine les bases.

Et derrière ce travail diffus et même capillaire de forces matérielles objectives se dessine le véritable spectre qui hante la classe dominante — le spectre d'une colère prolétarienne qui ne se tra-

duirait pas par des gestes isolés et « exemplaires » mais qui s'abattraient comme un cyclone gigantesque sur l'appareil de production et, au-delà de celui-ci, sur l'appareil de défense du Capital, c'est-à-dire sur l'Etat, avec toute la violence d'une offensive de classe grandie à la dure école de la « discipline d'usine ».

Pour l'heure c'est un spectre insaisissable qui hante les réunions syndicales et les meetings politiques. Mais bourgeois et opportunistes savent parfaitement que les sifflets qui ont accueilli Lama à Rome et à Naples, et ceux qui accueillent Agnelli, Cefis ou Andreotti un peu partout, ne sortent pas seulement des lèvres d'étudiants mais montent des gorges des prolétaires. Ils savent que les pavés et les cocktails Molotov des « provocateurs réfugiés dans les universités » ne sont que des égratignures superficielles sur la peau épaisse de l'ordre, mais qu'ils prendraient du poids dans le sillage d'un mouvement subversif ouvrier, comme des expressions toujours marginales, mais non pas moins préoccupantes, d'une crise sociale profonde.

Les appels frénétiques à l'ordre et, plus encore, l'intervention rageuse pour la défense de l'ordre en complément avec les forces officielles « de prévention et de répression » ont donc un sens très précis. Il s'agit d'une répétition générale, d'une campagne préventive de terrorisme contre l'adversaire historique de la bourgeoisie, contre le prolétariat.

La campagne se déroule sur deux fronts. Le premier tend à « isoler les terroristes » pour qu'ils ne contaminent pas les prolétaires mécontents, les grévistes « sauvages », les ouvriers au travail fatigués de faire des sacrifices, les chômeurs de plus en plus nombreux et de plus en plus délaissés. Le second tend à réciter le refrain hypocrite de « l'union entre la révolte des étudiants et la révolte des ouvriers » — un refrain qui serait un cri de guerre s'il n'était pas une invitation

aux prolétaires à ne pas s'organiser en tant que classe, à rester isolés et parcelisés dans l'état où les a mis Mère Démocratie et donc à ne pas devenir (pas ça !) ce qu'ils ont toujours été et ce qu'ils seront toujours dans les moments de crise sociale aiguë : le pôle autour duquel se concentrent tous les mécontentements profonds, toutes les colères, toutes les protestations, légitimes, même dans leur impuissance désespérée, qui montent des entrailles d'une société mortellement malade.

D'une part on brandit le bâton, aujourd'hui contre les étudiants mais pour que les ouvriers sachent ce qui les attend demain et pour qu'ils ne bougent pas. D'autre part, on appelle les prolétaires à se prêter à la concertation, au dialogue, à respecter la loi, pour que la classe ouvrière ne descende pas dans la rue, pour qu'elle donne l'exemple du conformisme aux brebis égarées des demi-classes. Pour qu'elle accepte d'être châtée et qu'ainsi elle aide à chloroformer en l'imbibant d'opium chrétien et démocratique le corps social tout entier en train de se décomposer. Les architectes de la démocratie du capitalisme sont en train de construire une digue préventive contre la guerre de classe qui couve sous la mince croûte de la stabilité bourgeoise. Quant aux anciens extra-parlementaires en prêchant l'unité entre les travailleurs et les étudiants sur les bases actuelles, c'est-à-dire conformistes, ils ne font que prêter main-forte à l'ignoble travail de paralysie de la force ouvrière.

Cette digue préventive est la condition nécessaire et indispensable pour que la roue infernale de la production capitaliste, elle qui a tant... horreur de la violence et tant de... respect et de sollicitude pour la « personne humaine », recommence à tourner en jonchant son chemin — dans la paix comme dans la guerre — des cadavres de ses esclaves. Politique des sacrifices et politique de répression sont les deux faces de la même médaille : se plier aux lois de la première c'est subir sans défense les lois de la seconde. Les prolétaires qui se révoltent instinctivement contre les coups de masse d'ordre économique qu'on leur assène ont besoin — c'est urgent — de donner à cette révolte ce qui lui manque : l'organisation. Non pas une organisation quelconque, mais une organisation cimentée par une théorie, un but final, un programme, une tactique, le tout convergent vers un seul objectif : non pas la conservation mais la destruction de la société bourgeoise et de son Etat. Non pas la réforme mais la révolution. Non pas le maintien de la démocratie mais l'instauration de la dictature du prolétariat comme passage, unique et obligatoire au communisme.

Dans le dur travail de préparation et d'organisation révolutionnaire du prolétariat qui part aujourd'hui du plan de la défense contre l'Etat bourgeois et ses laquais afin de pouvoir passer demain au plan de l'attaque, il y a place également pour les transfuges de la bourgeoisie. Dans ce cadre, toute révolte — et toute violence — contre l'ordre capitaliste, et donc la révolte étudiante, aujourd'hui privée d'issue, prendra un sens réel et pas seulement un sens symbolique, et sera autre chose qu'un symptôme.

Sans vergogne

Ils avaient juré leurs grands dieux qu'on ne toucherait pas à l'échelle mobile et avaient même fait débrayer 10 millions de travailleurs. Certes, en contrepartie..., ils avaient accepté un certain nombre de mesures d'austérité pour la classe ouvrière mais les apparences étaient sauves. L'échelle mobile restait l'échelle mobile.

Ce n'est plus le cas. Il y avait bien eu le blocage des salaires les plus élevés mais cela ne concernait pas — du moins dans les statistiques — la masse des travailleurs ; il y avait eu l'accord sur le fait que l'indemnité de départ à la retraite ne serait plus indexée, mais il s'agissait des retraites. Cette fois c'est l'indexation elle-même qui en est cause. Les hausses de transport, d'électricité, de journaux, en attendant le reste, ne seront pas répercutées dans le calcul de l'indexation. Il était difficile au gouvernement Andreotti, soutenu par le PC, d'agir directement pour faire avaler la pilule.

C'est le Fonds Monétaire International qui a servi de couverture et le PC et les syndicats se sont inclinés au nom de la défense de l'intérêt national.

Le FMI va pouvoir débloquer 530 millions de dollars — une misère, mais la signification politique de cette capitulation n'a pas de prix...

Notes syndicales

● La grève des dockers

La grève s'est étendue à de nombreux ports après qu'Usinor se soit mis à faire décharger les minéraliers par des ouvriers de la métallurgie, cessant donc de respecter le monopole d'emploi des dockers CGT dont le salaire est plus élevé.

Comme dans le Livre, les techniques modernes de travail permettent aujourd'hui à la bourgeoisie de rompre l'alliance par laquelle l'opportunisme faisait croire aux ouvriers à une garantie contre la misère, en contrepartie d'un privilège aussi corrupteur qu'aléatoire.

Naturellement, comme dans le Livre, la CGT oriente la riposte vers le maintien du statut, avant de capituler devant les exigences de la restructuration et de la productivité.

Là aussi, comme dans le Livre, l'union des ouvriers ne pourra se forger dans un conflit qui ne fait que commencer, que si les ouvriers conscients de leurs intérêts de classe rompent radicalement avec toute l'orientation syndicale actuelle et dirigent la lutte sur le maintien non tant d'un illusoire statut que sur celui de tous les avantages réels qu'il procure (salaire, cadences, etc.), et sur leur extension à tous les ouvriers, quelle que soit leur catégorie, qui font le même travail qu'eux.

C'est la seule manière d'ouvrir la possibilité, ne serait-ce que pour demain, d'entraîner dans la lutte tous les prolétaires que le syndicat CGT contribue à opposer aux dockers par sa politique malthusienne et aristocratique, en déjouant ainsi les manœuvres que, comme dans le Livre avec FO, la bourgeoisie ne manquera pas de monter contre les dockers.

● Une grève en Algérie

Le 15 février, les ouvriers de la carrière d'Akbou, en Petite Kabylie, se sont mis en grève pour protester contre le licenciement d'un de leurs camarades accusé d'avoir saboté une machine.

Il faut savoir que cette carrière fait partie du secteur d'Etat, dans lequel la grève est interdite par la loi.

Dès le début de l'arrêt de travail, le délégué du syndicat officiel (UGTA) est venu s'y opposer, mais les ouvriers ne l'ont pas écouté. Le lendemain, l'inspecteur du travail est venu menacer les ouvriers en grève en leur rappelant cyniquement que s'ils ne renouaient pas le travail, il les remplacerait

en utilisant des chômeurs dont le nombre est élevé dans la ville. Même le chef de daira (ex-sous-préfet) a dû intervenir dans le conflit, étant donné le caractère explosif de la région.

Le 17, les ouvriers ont repris le travail, après avoir fait réintégrer leur camarade licencié. Mais, après la fin du mouvement, les autorités locales ont commencé la répression contre les ouvriers afin d'éviter que le succès de ces travailleurs ne soit un encouragement à la généralisation de tels conflits. C'est ainsi que la gendarmerie a interpellé six ouvriers pour les interroger sur les « meneurs » de la grève.

Des « meneurs » de ce type, il risque d'en naître pas mal, même au paradis du socialisme islamique !

● Les manies de l'OCI

Dans un tract de l'UNEF-Unité Syndicale (contrôlée par l'AJS-OCI) des classes préparatoires du lycée Henri-IV on trouve cette revendication :

« NOUS VOULONS la garantie écrite de la non-dévalorisation des concours scientifiques. »

Il est difficile de faire mieux ! En effet : 1) Demander une telle garantie à l'Etat bourgeois a autant de sens que de lui demander de « garantir par écrit » la valeur de sa monnaie, le bonheur pour tous et la paix universelle. En réalité, il ne peut garantir et aux prolétaires et à la petite bourgeoisie qu'une aggravation de leur sort. Croire le contraire est imbécile ; faire croire le contraire est criminel.

2) Tout comme le PCF, ces gens demandent à l'Etat de garantir la « valeur » des concours scientifiques, c'est-à-dire les aspects les plus répugnants du carriérisme universitaire et social ! Cela ne peut signifier que sélection plus sévère, concurrence accrue entre les étudiants, maintien des « castes » des Grandes Ecoles, bref la conservation des privilèges d'une minorité.

Ceci ne suffit pas à l'OCI. Dans un tract appelant à une « Assemblée nationale des délégués des comités » — un nom bien pompeux dont l'OCI a l'habitude pour couvrir des organismes en général aussi artificiels qu'est grand l'activisme sectaire de cette organisation —, l'OCI prétend faire avancer la lutte de défense des auxiliaires de l'enseignement en réclamant la « garantie écrite d'emploi pour tous ».

Décidément c'est une manie ! A quand la prochaine recette miracle de l'OCI ?

Presse du Parti

Sommaire du n° 6 (25 mars 1977) de

il programma comunista

- Difendersi dall' attacco concentrico dello Stato e dell' opportunismo
- A cinquant'anni dal massacro di Shanghai, In memoria dei proletari caduti
- Dov'è la provocazione ?
- Sulle agitazioni in campo studentesco
- Opportunismo e questione femminile
- Sviluppo in corso nella politica sindacale
- Meraviglie del progresso scientifico
- Considerazioni collegate al fenomeno del terrorismo individuale
- Il lavoro svolto in due coordinamenti operai
- Cronache della lotta di classe e nostri volantini.

Souscription permanente

Listes n° 1 et 2

Soutien à la presse italienne, 215 ; réunion publique Paris, 408,50 ; Gabriel, soutien, 320 ; Paris, sympathisants, 20 ; Paris, un groupe de camarades, 315,09 ; souscription spéciale, 1.500 ; Lau., 86,40 ; Lyon, 20 ; Rouen, 54 ; Grenoble, 50 ; pour la presse du parti, 1.245,30 ; Angers, 397 ; J. J., 1 ; Charles, 80 ; N., D., 814 ; J., soutien, 120 ; A., 80 ; Jacques, 150 ; pour la presse internationale, 800 ; un lecteur, soutien, 20 ; Montréal, 400 ; soutien, H., 80 ; D., soutien, 60 ; Paris, sympathisants, 52 ; Angers, 100 ; Lyon, 10,50 ; Grenoble, 40 ; souscription exceptionnelle, 1.452,70 ; des sympathisants, 322,40 ; Raymond, 10 ; pour la presse du parti, 1.000 ; en mémoire de Bruno (A., W., F.), 100 ; Barbier, 10 ; milanais, 20 ; Paris, local, 99 ; Paris, 700.

Total listes n° 1 et 2 : 11.152,89.

Permanences du Parti

EN BELGIQUE

● A Bruxelles : les dimanches 10 avril et 15 mai, et en général le second dimanche de chaque mois, de 10 à 12 heures, local de l'ASBL-Club, « Rencontres au 53 », 53, avenue de la Couronne, 1050 - Bruxelles.

EN FRANCE

● A Amiens, le 1^{er} dimanche de chaque mois, de 10 à 12 h, au café « A l'habitude » (Tour Perret). De plus, tous les lundis, table de presse de 12 h à 13 h 30 au restaurant universitaire « La Veillère » (Quartier Saint-Leu).

● A Aix-en-Provence, une fois par mois, le mercredi de 14 à 16 heures, soit le 4 mai, stand à la Faculté de Lettres, Grand Hall.

● A Angers : vente tous les samedis de 11 h à 12 h, au Grand marché, place Leclerc.

● A Lille : les dimanches 17 avril et 8 mai, de 10 à 12 heures, 27, rue Adolphe.

● A Lyon : le samedi 7 mai, et en général le premier samedi de chaque mois, de 17 h à 18 h, brasserie de l'Etoile, 1, cours Gambetta.

● A Mulhouse : le premier samedi de chaque mois, de 15 h à 17 h, Librairie Presse Information, 1, bd Roosevelt.

● A Paris : 20, rue Jean Bouton (12^e). Le samedi, de 16 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.

● A Strasbourg : le samedi de 14 h à 16 h, 7, rue des Couplés, porte vitrée à droite (près de la place du Corbeau).

● A Toulouse : vente tous les dimanches de 11 h à 12 h au marché Saint-Sernin.

EN SUISSE

● A Lausanne : tous les mercredis de 18 h à 20 h ainsi que le samedi 16 avril et 7 mai, et en général tous les premiers et troisièmes samedis de chaque mois, de 10 à 12 heures, 32, rue Pré-du-Marché, 1^{er} étage à droite : « Atelier ».

ATTENTION !

CORRESPONDANCE
POUR LA SUISSE

BP 130 1211 GENEVE-13

directeur-gérant
F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »
232, rue de Charenton, 75012 Paris

distribué par les NMPP

N° d'inscription à la commission
paritaire de presse : 52926